

que canons et mitrailleuses resteront l'instrument du règne de la classe dirigeante, l'instrument d'émancipation des dirigés ou des prolétaires pourra être légitimement, selon l'occasion, le fusil ou le revolver.

Inutile, n'est-ce pas, d'en demander davantage? On ne discute pas avec l'hydrophobie. On se contente de prendre ses précautions contre elle.

Figaro.

Chez les Bonapartes aussi, il y a une branche cadette. Celle-ci tient même, dans le Gothia, une plus grande place que la branche aînée. La branche aînée des Bonapartes ne se compose, à proprement parler, que d'une seule personne, le prince Louis-Napoléon, fils unique de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie.

Parlons un peu de la branche cadette. Aussi bien, se trouve-t-elle, à l'heure qu'il est, dans une situation particulièrement intéressante et certainement mal comprise ou mal jugée. On s'est beaucoup occupé du chef de cette maison; on croit même le connaître sous de fâcheux rapports. L'armée, dit-on, ne le trouve pas assez bon militaire, le clergé ne le trouve pas assez bon chrétien; mais les plus grands ennemis du prince Napoléon sont dans sa famille et dans son parti.

Ce n'est un secret pour personne qu'entre l'Impératrice et lui il existe des incompatibilités de caractère qui remontent au mariage de Napoléon III. Ces rapports tendus se sont laissés voir en mainte occasion au commencement du règne; le mariage du prince Napoléon-Jérôme avec une princesse italienne ne les a pas améliorés.

L'exil, loin de rapprocher les membres de la famille Bonaparte, les a plus que jamais désunis. La mort de l'empereur a été comme le signal des hostilités et l'on a vu ce phénomène étrange des Bonapartes se brouillant entre eux alors que les Bourbons donnaient le spectacle de leur réconciliation.

On avait d'abord constitué un conseil de famille et un comité dirigeant où le cousin de l'empereur avait un rôle sérieux, conforme à son rang et à sa dignité; mais, ces dispositions prises au lendemain des funérailles de Napoléon III, sont restées lettre morte. Des influences contraires n'ont laissé au prince Napoléon aucune autorité sur son jeune cousin mineur, ni sur les affaires du bonapartisme.

Le chef de la branche cadette a eu de la princesse Clotilde trois enfants: le prince Victor qui a dix-sept ans, le prince Louis qui a quinze ans et la princesse Marie qui en a treize. Ces enfants sont à ravir; ils donnent les plus belles espérances. Les deux garçons sont toujours avec leur père; la jeune fille est avec sa mère à Moncalieri, non loin de Turin.

Cette famille a été coupée en deux par les circonstances et par des convenances indépendantes de la volonté du prince. Les mauvaises relations avec Chislehurst, l'attitude républicaine que le prince a prise et ses allures de libre-penseur démocrate eussent placé la fille du roi d'Italie, qui porte haut le sentiment et le respect de sa race, dans une position assez difficile. Qu'eût fait cette princesse dans le ménage et dans l'entourage de son époux? Fallait-il qu'elle vint partager son entresol? Moins favorisée que certaines dames de condition bourgeoise, elle eût vu un certain nombre de bonapartistes lui refuser leurs hommages. Avec une délicatesse exquise et une dignité parfaite, elle a pensé que sa place ne pouvait être à côté de son mari; elle a sacrifié, en partie, ses tendresses maternelles, acceptant un *modus vivendi* qui laisse au père la direction exclusive de ses deux fils, et ne lui réserve, à elle, que l'éducation et la compagnie de la jeune princesse Marie. Une fois ou deux dans l'année, la famille se réunit à Moncalieri; le prince Napoléon conduit lui-même ses fils auprès de la princesse Clotilde, dont le cœur maternel se contente de ces rares et trop fugitives satisfactions.

Soir.

En se rendant en Algérie, M. Albert Grévy s'est montré animé d'une noble ambition: celle d'attacher son nom à la fondation d'un régime colonial qui assure l'émancipation civile des Algériens, sans porter atteinte aux droits légitimes de la métropole sur une conquête si chèrement achetée. A la vérité, ces idées généreuses ont été celles de la plupart des prédécesseurs de M. Grévy. Ils ont du moins voulu tous faire beaucoup de bien et il ne leur a pas été donné de réaliser entièrement leur programme. Le nouveau gouverneur général sera-t-il plus heureux? On doit le souhaiter. En tout cas, ce n'est pas au début de son proconsulat qu'on peut renoncer à encourager les espérances qu'il exprime lui-même.

Sa proclamation annonce aux Algériens de grandes réformes. « L'Algérie française a grandi, dit M. Albert Grévy; elle est de taille aujourd'hui à supporter le régime civil de la liberté. C'est un homme de liberté que la République vous envoie. » Voilà donc le principe qui se substitue à celui de la domination, jusqu'à présent plus militaire que civile. Les Européens ne manquent pas d'applaudir. Mais quelle sera l'attitude des indigènes?

INFORMATIONS

On assure qu'il n'y a plus aujourd'hui que neuf membres du centre gauche sénatorial qui persistent à ne pas vouloir que le Parlement revienne à Paris.

Le ministre des finances prépare un rapport au président de la République, qui donnera le compte rendu complet des opérations effectuées pour arriver au remboursement total de la dette de l'Etat envers la Banque de France.

On se rappelle qu'à la suite de la guerre de 1870-71, l'Etat avait emprunté à la Banque une somme totale d'un milliard cinq cent trente millions. Cette somme est aujourd'hui complètement remboursée. Le dernier versement, qui portait sur un reliquat de soixante millions, a été effectué il y a quelques semaines.

Le rapport de M. Léon Say sera inséré au *Journal officiel* et distribué aux membres des deux Chambres.

Les dernières nouvelles du Cap reçues en Angleterre sont du 15 avril. A cette date, la plus grande partie des renforts envoyés tant de la métropole que de l'Inde et de l'île Maurice étaient arrivés; mais malgré cela lord Chelmsford ne semblait pas disposé à entreprendre à la hâte une nouvelle campagne offensive contre les Zoulous. Les troupes indigènes de la colonie venaient d'ailleurs d'éprouver un nouvel échec. Elles avaient attaqué, le 8 avril, le kraal du chef des Bassoutos et avaient été repoussées avec une perte de 25 hommes.

Le *Journal des Débats* publie la note suivante, sous la signature de M. Cuvillier Fleury, ancien précepteur, des princes d'Orléans:

Vendredi a été célébré, dans la chapelle Saint-Ferdinand (des Sablons, Neuilly), un service funèbre pour le repos de l'âme de la princesse Christine, fille du duc et de la duchesse de Montpensier, cousine du roi régnant d'Espagne, petite-fille du roi Louis-Philippe.

Une chapelle annexe, entièrement drapée de deuil et éclairée par un grand nombre de candélabres, avait été ajoutée à l'enceinte principale, jugée trop étroite pour contenir l'assistance qu'on supposait justement devoir être très nombreuse. Tous les princes de la maison d'Orléans présents à Paris en ce moment s'y étaient rendus; M. le duc de Nemours avec le comte et la comtesse d'Eu le prince et la princesse Czartoryski, la princesse Blanche, le duc de Chartres, le prince et la princesse de Joinville avec le duc de Penthièvre, le prince Auguste de Saxe-Cobourg, fils de la princesse Clémentine d'Orléans.

Une place avait été réservée en avant de l'autel à S. M. la reine d'Espagne Isabelle, qui est venue l'occuper à midi.

Après le service qui n'a pas duré plus d'une demi-heure, les princes et les princesses s'étant placés sous le porche, en dehors de la chapelle-annexe, un long défilé des personnes qui avaient assisté à la triste cérémonie a eu lieu devant Leurs Altesses Royales au milieu des témoignages d'une émotion qu'il est plus facile de comprendre que d'exprimer. Qui ne se fût associé en effet au deuil de cette noble famille que sa grande élévation ne semble que rendre plus exposée soit aux coups du sort, soit aux douloureuses angoisses de la vie privée?

La princesse Christine était douée de toutes les qualités sérieuses et charmantes que la nature se plaît à réunir parfois dans une créature mortelle, et qu'elle ne montre que pour un temps à la terre, comme pressée de les rendre au ciel qui les envie. Laissons à ces réflexions qui semblent aujourd'hui dans la pensée de tous, — laissons-leur, avec ce qu'elles ont d'amertume, tout ce qu'elles contiennent aussi d'immortelles espérances.

Le *Journal de Belfort* révèle, sur M. Ferry, un détail assez piquant. On a souvent répété que le ministre de l'instruction publique n'avait point fait consacrer son mariage par la religion. C'est, paraît-il, une erreur. Une tante du député d'Epinal aurait déclaré qu'elle ne recevrait pas sa nièce si le mariage était civil, et M. Jules Ferry se serait soumis, mais sans éclat, et il aurait dérobé à ses amis politiques le spectacle de cette concession au « cléricanisme ». Le *Journal de Belfort* est-il bien informé? (Français.)

M. le comte de Chambord, dit une dépêche de Rome, demande à venir incognito au Vatican, pour assister comme parrain à la cérémonie de la confirmation du fils de don Carlos.

Le pape n'a pas semblé favorable à cette idée, qui pourrait donner lieu à des commentaires. Toutefois, les démarches continuent afin d'obtenir l'assentiment du pape.

La *Gazette des tribunaux* dit que les interrogatoires et les confrontations au sujet des crimes de Montreuil, Saint-Mandé et de la rue Fontaine-Saint-Georges sont continués avec la plus grande activité par M. Macé, chef de la sûreté, et MM. Dolac et Clément, commissaires aux délégations judiciaires.

On sait déjà que, sur les déclarations de Gilles et Abadie, plusieurs individus ont été arrêtés. Le jour commence à se faire sur tous ces crimes. Les déclarations faites par ces individus vont permettre probablement de réunir bientôt tous les documents nécessaires à former un seul dossier de ces trois affaires.

Bien que Gilles et Abadie continuent à protester de leur innocence, en ce qui concerne les assassinats de Lecercle et de la veuve Joubert, il ressort de certains renseignements acquis à l'instruction qu'ils ne seraient pas étrangers à ces deux crimes.

Parmi les individus arrêtés, deux se trouvent compromis dans l'assassinat de Saint-Mandé; un troisième aurait été vu rue Fontaine-Saint-Georges le soir du crime.

Il ne reste en liberté que fort peu des affiliés à la bande d'Abadie. On espère les avoir bientôt tous au Dépôt.

CHRONIQUE LOCALE

On lit dans le *Courrier du Lot*:

Nous avons dit et nous répétons que le *Journal du Lot* a menti sciemment en imprimant que les bonapartistes de Bordeaux ont voté pour le radicalissime Blanqui.

A la veille de l'élection Blanqui, le *Journal de Bordeaux*, l'un des principaux organes bonapartistes, a fait une apologie de Blanqui, en le comparant à Napoléon III (singulière apologie vraiment). En même temps, l'*Ordre* rassurait les électeurs qui croyaient Blanqui inéligible; le *Pays* déclarait que sa franchise ordinaire le poussait à ENGAGER FORTEMENT LES CONSERVATEURS à voter pour Blanqui; enfin, le *Petit Caporal*, bien connu dans le Lot, osait écrire ces lignes: « En choisissant Blanqui pour député, les électeurs de Bordeaux FONT PREUVE DE GOUT ET DE DISCERNEMENT. »

Une fois le tour joué et Blanqui nommé, les chefs de la faction s'empresent d'ordonner à leurs journaux de traiter de menteurs ceux qui les ont pris la main dans le sac. Cette façon d'agir a longtemps réussi aux fauteurs de révolutions césariennes; mais aujourd'hui elle est perçue à jour, et c'est uniquement, pour favoriser le retour de plus en plus sensible de nos populations, que nous reproduisons les honorables injures dont nous sommes l'objet.

Allumer toutes les passions et s'offrir ensuite pour les abatte à l'aide de la proscription et de la fusillade, telle est la tactique du parti bonapartiste. Il y a toujours deux faces dans ce parti: celle qui sourit à droite et celle qui sourit à gauche.

Le jour (21 mars 1878) où MM. le baron Dufour et de Valon votaient avec M. Duportal à propos des cabarets, une partie de leurs collègues votaient différemment, entre autres MM. Cazeaux, Hamille, Plichon, etc.

Même observation pour les votes de MM. le comte Murat, de Valon et le baron Dufour en faveur de la publicité des séances municipales, et pour la suppression des lois qui protègent en France les souverains étrangers.

Mais pourquoi aller si loin? Ces derniers jours, les cinq conseillers généraux bonapartistes du Lot protestaient contre les Lois Ferry. Nous les en félicitons; mais en même temps, dans les Alpes Maritimes, M. le sénateur bonapartiste Malausséna, président du conseil général, donnait raison avec tous ses amis à l'opinion d'un conseiller radical qui avait dit ce qui suit: « La raison d'Etat autorise le gouvernement à élever les enfants selon son bon plaisir, afin qu'ils soient inspirés des sentiments de ceux qui nous dirigent. »

A chaque nouvelle injure, nous répondrons

comme aujourd'hui par des faits authentiques prouvant de la façon la plus claire que les basses barres dont le pays se plaint de temps en temps ne sont uniquement dus à la politique tortueuse de ceux qui n'hésitent pas à patronner Blanqui pour le désavouer le lendemain. Il faut que la France soit bien forte et le Gouvernement bien assis pour résister à ces procédés.

Par arrêté en date du 22 avril, M. Bouchard, inspecteur primaire à Cahors, a été promu à la seconde classe de son emploi et appelé à la résidence de Mont-de-Marsan.

M. Bouchard sera regretté dans notre département où il s'était fait connaître comme un fonctionnaire plein de tact et de modération.

On dit du reste beaucoup de bien de son successeur, M. Pujos, depuis six ans inspecteur primaire dans le département des Landes.

La note suivante a été communiquée aux journaux:

Un nommé C..., résidant à Londres, a fait paraître dans plusieurs journaux du Midi et de l'Ouest de la France, des annonces dans lesquelles il offre des salaires très élevés aux vigneronnes qui voudraient s'établir dans une colonie anglaise d'Amérique. Il demande aux personnes qui répondent à ces annonces l'envoi d'une certaine somme pour frais de commission et d'enregistrement de pièces. Il résulte des renseignements recueillis par le journal anglais que l'individu dont il s'agit abuse de sa crédulité de ses correspondants.

En conséquence, on croit devoir signaler comme mensongères les promesses à l'aide desquelles l'escroc cherche à duper les cultivateurs.

M. de Freycinet, sénateur, ministre des travaux publics, a adressé la lettre suivante au maire de Montauban:

Monsieur le maire,

J'ai reçu la lettre, en date du 47 courant, par laquelle vous me faites l'honneur de m'offrir, au nom de la municipalité, un banquet à l'hôtel de ville de Montauban, lors du voyage que j'effectuerais dans le Sud-Ouest.

Je suis très touché, monsieur le maire, de votre démarche aussi flatteuse pour moi, en même temps que des termes bienveillants dans lesquels vous vous exprimez à mon égard. Croyez que, de mon côté, ce sera avec une satisfaction profonde que je me retrouverai au milieu de compatriotes dont je garde précieusement le souvenir.

L'époque de mon voyage dans le Sud-Ouest n'est pas encore déterminée, et je crains bien qu'il ne soit retardé par suite de la session des Chambres. Mais vous pouvez être assuré que, dès que j'aurai fixé moi-même, je m'empresse de vous en informer.

Agréez, monsieur le maire, avec mes vifs remerciements, l'expression de mes sentiments personnels distingués et dévoués.

Le ministre des travaux publics.
C. DE FREYCINET.

L'Académie de législation de Toulouse célébrait dimanche dernier la Fête annuelle de Cognac.

A l'ouverture de la séance, le secrétaire perpétuel, M. Arnault, notre compatriote, a lu son plume élégante et ferme, reproduit, dans son analyse aussi attrayante que variée, les nombreux ouvrages communiqués par ses collègues et par lui-même, sur une foule de sujets. Le rapporteur a su, en peu de mots, retracer en pleine lumière. Cette lecture, suivie de la fatigue, grâce à la lucidité, à la finesse, au bon goût des aperçus, a été saluée par d'abondants applaudissements.

Après le secrétaire perpétuel, le secrétaire adjoint a pris la parole pour rendre compte des concours spéciaux, ouverts au nombre de quatre, devant l'Académie de législation. M. Pagès, à son tour, a fait ressortir, en excellents termes, les motifs essentiels des jugements rendus à l'honneur des concurrents qui ont mérité quatre couronnes.

Au nombre des lauréats, nous sommes heureux de voir figurer M. Joseph Grenier de Carrière, substitué à Cahors, qui a obtenu le Prix de la commission de la Haute-Garonne, pour une étude historique, juridique et économique intitulée: *Du bail à colonage partiaire et mixte*.

M. de Cardenal était présent à la séance et a reçu la médaille d'or des mains de M. le premier président de la cour.

La statistique donne raison à la politique de liberté sans exception et sans restriction dont

